



Versement

1485 W 1-88

Identification :

Intitulé/ Analyse : Contrôle des entreprises par la 2^e section de l'Inspection du travail : dossiers de suivi.

Dates extrêmes : 1974-2003

Importance matérielle : 3,70

Contexte

Service producteur : Direction départementale du travail et de l'emploi, inspection du travail.

N° d'entrée du versement : 55776

Date d'entrée du versement : 12/02/2008

Conditions d'accès aux documents

Début communicabilité : 2046

Fin communicabilité : 2055

Contrôle de la description

Date de rédaction de l'inventaire : août 2009



La direction départementale de l'emploi, du travail et de la formation professionnelle (DDTEFP) est un service déconcentré dépendant des ministères en charge du travail et de l'emploi. Elle veille au respect du droit du travail dans les entreprises, informe et conseille autour de ce droit et propose des aides pour favoriser l'emploi et la formation professionnelle. En outre, elle met en oeuvre une politique active de l'emploi en direction des entreprises et participe à l'insertion et à la formation professionnelle.

1ère section 83 41

2ème section 83 42

3ème section 83 43

Communes shown on the map:

- Arcis-sur-Aube
- Ramerupt
- Chavanges
- Brécey-le-Château
- Soulaing-Dhuys
- Vandœuvre-sur-Seine
- Bar-sur-Aube
- Bar-sur-Seine
- Ervy-le-Château
- Chaource
- Les Riceys
- Mussey-sur-Seine
- Essoyes
- Bouilly
- Estissac
- Auzanville
- Troyes
- Nogent-sur-Seine
- Romilly-sur-Seine
- Marcilly-le-Hayer
- Villeneuve-la-Grande
- Mery-sur-Seine

Présentation du contenu du versement

Ce versement contient les dossiers des entreprises suivis par la deuxième section de l'inspection du travail. Ceux-ci peuvent contenir, selon les cas, des procès-verbaux et comptes-rendus divers (élections aux institutions représentatives du personnel, assemblées

générales, commission de contrôle, etc.), des dossiers de licenciement de salariés protégés, des dossiers de personnels, de recours hiérarchiques, d'accidents du travail, des rapports annuels du CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail), des rapports médicaux, des plans et bilans sociaux, des accords d'entreprise, etc.

Mode(s) de classement adopté(s)

Les dossiers des entreprises sont classés par ordre alphabétique des entreprises.



CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d'accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 pose comme principe le droit de toute personne à l'information (article 1) et par conséquent, le droit d'obtenir communication des documents détenus par une administration sous réserve que leur consultation ne porte pas atteinte à l'un des secrets protégés par la loi.

Le législateur définit des «secrets absolus» (article 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi du 15 juillet 2008 sur les archives.

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 15 juillet 2008 en vertu des articles 17 et 18.

La loi Archives n° 2008-696 instaure le principe de la libre communicabilité des archives publiques à toute personne, et révisé les délais spéciaux. Les délais spéciaux sont désormais (suivant le contenu du document) :

- de 25, 50 et 75 ans à compter de la date du document ; le délai de 100 ans tel que le fixait la Loi Archives n° 79-18 étant toujours applicable dans le cas de dossiers ou d'actes mettant en cause des mineurs.

- de 100 et 120 ans à compter de la date de naissance de la personne ou de 25 ans à compter de la date de décès de la personne.

Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1er janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

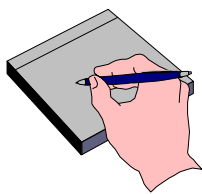
Conditions d'accès au fonds

Le délai de communicabilité est de 50 ans à compter de la date extrême la plus récente du dossier.



Plan de classement

<i>N° Articles</i>	<i>Description</i>	<i>Dates extrêmes</i>
1-84	Dossiers des entreprises de plus de 50 salariés.	1974-2003
85-88	Dossiers des entreprises de moins de 50 salariés.	1987-2001



Annexes

Liste des sigles

CHSCT : Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

IRP : Institutions représentatives du personnel (comités d'entreprise, délégués du personnel, délégués syndicaux).

1485 W 1-88

Inspection du travail, 2ème section.- Contrôle de la législation sur le travail : dossiers individuels de suivi des entreprises.

1974-2003

1485 W 1 - 84 Entreprises de plus de 50 salariés.

1974 - 2003

1485 W 1	A.D.P.S. (association auboise pour le développement de la promotion sociale), Troyes : élections des délégués du personnel ; licenciement de salariés protégés. 1995 - 2001
1485 W 2	A.D.M.R. (aide à domicile en milieu rural), Troyes : rapports annuels du C.H.S.C.T., rapport annuel de l'U.E.S. (unité économique et sociale) de l'A.D.M.R., élections aux institutions représentatives du personnel, désignation de la déléguée syndicale. 1999 - 2003
1485 W 3	A.F.P.A. (formation professionnelle des adultes), Pont-Sainte-Marie : documents du C.H.S.C.T. 2000 - 2000
1485 W 4	A.M.I.T.R. (association pour la médecine interprofessionnelle du travail), Romilly-sur-Seine : rapport annuel administratif et financier, compte-rendu de l'assemblée générale, compte-rendu de la commission de contrôle, rapport technique du médecin du travail. 1997 - 2001
1485 W 5	APPUIS TEXTILE, Troyes : plan social de restructuration. 1994 - 1995
1485 W 6	A.P.T.H. (association pour la promotion des travailleurs handicapés), Nogent-sur-Seine : élections aux institutions représentatives du personnel. 1994 - 2000
1485 W 7	A.S.I.M.A.T. (association des soins infirmiers et ménagers de l'agglomération troyenne), Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel, rapport annuel du C.H.S.C.T., licenciement de salarié protégé, dossiers de personnel. 1997 - 2001
1485 W 8	BANQUE DE France, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel. 2001 - 2001
1485 W 9	BATITEG, Romilly-sur-Seine : élection de la délégation unique du personnel. 2000 - 2000

1485 W 10 - 13 FAURECIA BERTRAND FAURE EQUIPEMENTS S.A. (ex SOCIETE INDUSTRIELLE BERTRAND FAURE), Nogent-sur-Seine.

1976 - 2003

1485 W 10	Accords d'entreprise, bilan social. 1976 - 2001
1485 W 11	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ; comité d'entreprise : entrave au fonctionnement. 1989 - 2001
1485 W 12	Licenciement de salariés protégés, enquêtes contradictoires, recours hiérarchiques. 1998 - 2003
1485 W 13	Plan social. 2000 - 2000

1485 W 14	ETS BRIANT, Romilly-sur-Seine : comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.), règlement intérieur, élections aux institutions représentatives du personnel.	1983 - 1996
1485 W 15	BRICOSTORE, Saint-André-les-Vergers : élection aux institutions représentatives du personnel.	1999 - 1999
1485 W 16	CARREFOUR, Saint-André-les-Vergers : licenciements de salariés protégés, bilan social, élections aux institutions représentatives du personnel.	1994 - 2002
1485 W 17	CENTRE HOSPITALIER, Troyes : bilan social, élections aux institutions représentatives du personnel.	1997 - 2001
1485 W 18 - 25	<i>PEUGEOT CYCLES / CYCLEUROPE, Romilly-sur-Seine.</i>	1993 - 2000
1485 W 18 - 20	Plans sociaux.	
1485 W 18	1993-1996.	1993 - 1996
1485 W 19	1997.	1997 - 1997
1485 W 20	Annexes au plan social de 1997.	1997 - 1997
1485 W 21	Procès-verbal d'infraction pour non consultation du comité d'entreprise.	1997 - 1999
1485 W 22	Licenciement de salarié protégé.	1998 - 1998
1485 W 23	Recours hiérarchique.	1998 - 1998
1485 W 24	Conflit collectif.	1998 - 1998
1485 W 25	Bilan social, étude comparative des conditions générales de travail hommes/femmes, élections aux institutions représentatives du personnel.	1995 - 2000
1485 W 26	DARTY, Saint-André-les Vergers : élections des délégués du personnel.	1997 - 1997
1485 W 27 - 32	<i>DEVANLAY/ LACOSTE, Troyes.</i>	1990 - 2002
1485 W 27 - 28	Plans sociaux.	1995 - 1998
1485 W 27	1995-1996.	1995 - 1996
1485 W 28	1997-1998.	1997 - 1998

1485 W 29	Elections aux institutions représentatives du personnel, procès-verbaux de réunion, rapports médicaux.	1990 - 2002
1485 W 30	Bilan social.	1998 - 2000
1485 W 31	Licenciement de salariés protégés, transfert de personnel, accident de travail, dossier d'inaptitude, recours.	1993 - 2001
1485 W 32	Contrôle du travail intérimaire.	1996 - 2000
1485 W 33	DHEURLES CHARLES ET FILS, Romilly-sur-Seine : négociations, élections aux institutions représentatives du personnel, procès-verbal de réunion.	1985 - 1996
1485 W 34 - 39	<i>DORE DORE, Fontaine-les-Grès.</i>	1996 - 2003
1485 W 34	Elections aux institutions représentatives du personnel, bilan social, rapport annuel du C.H.S.C.T.	1996 - 2002
1485 W 35	Plan social 1996.	1996 - 1996
1485 W 36	Licenciement et transfert de salariés protégés.	1996 - 2001
1485 W 37	1999.	1999 - 1999
1485 W 38	2002.	2002 - 2002
1485 W 39	Redressement judiciaire.	2002 - 2003
1485 W 40	EMO, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel.	1997 - 2001
1485 W 41	L'EST ECLAIR, Saint-André-les-Vergers : élections aux institutions représentatives du personnel, licenciement d'un salarié protégé.	1996 - 2002
1485 W 42 - 43	<i>GUILLOT / JOINVILLE, Troyes.</i>	1974 - 2001
1485 W 42	Elections aux institutions représentatives du personnel, négociations, prévention et conditions de travail.	1974 - 2000
1485 W 43	Redressement judiciaire, licenciement de salariés protégés, licenciements économiques.	1994 - 2001
1485 W 44	ICOA FRANCE, Crancey : élections aux institutions représentatives du personnel.	1997 - 2001
1485 W 45	INSTITUT TEXTILE de France, Troyes : plan social, plan de redéploiement, licenciement collectif.	1995 - 1995

1485 W 46	I.F.T.H. (institut français du textile et de l'habillement), Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel.	1996 - 2000
1485 W 47	I.V.B. CHAMPAGNE, Méry-sur-Seine : élections de la délégation unique du personnel.	2002 - 2002
1485 W 48 - 51	JACQUEMARD / OLYMPIA, Romilly-sur-Seine.	1992 - 2002
1485 W 48	Plan social 1992 et 1999.	1992 - 1999
1485 W 49	Recours contre une décision de l'inspecteur du travail (1994), élections aux institutions représentatives du personnel (1993-2002).	1993 - 2002
1485 W 50	Plan social 2000.	2000 - 2000
1485 W 51	Procès-verbaux de réunions extraordinaires du comité d'entreprise, licenciement de salariés protégés, engagement de développement de la formation.	2000 - 2002
1485 W 52	JACQUOT, Troyes : rapport du médecin du travail, bilan social, procès-verbal pour entrave au comité d'entreprise (1996), licenciement de salariés protégés, élections aux institutions représentatives du personnel.	1996 - 2001
1485 W 53	LE JOINT FRANCAIS, Maizières-la-Grande-Paroisse : élections aux institutions représentatives du personnel, rapport annuel du C.H.S.C.T.	1996 - 2000
1485 W 54	KNAUF PACK NORD, Nogent-sur-Seine : élections aux institutions représentatives du personnel.	2000 - 2001
1485 W 55	CENTRE LECLERC ROMIDIS, Romilly-sur-Seine : élections aux institutions représentatives du personnel, procès-verbaux de l'inspection du travail.	1998 - 2002
1485 W 56	LIBERATION CHAMPAGNE, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel, licenciement de salariés protégés.	1996 - 1999
1485 W 57	LOHMANN RAUSCHER, Plancy l'Abbaye : élections aux institutions représentatives du personnel.	1998 - 2001
1485 W 58	LYCEE JEANNE MANCE, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel.	1996 - 2000
1485 W 59 - 60	MON LOGIS, Troyes.	1995 - 2002
1485 W 59	Conflit interne et recours hiérarchique.	1997 - 1997
1485 W 60	Bilans hygiène et sécurité, élections aux institutions représentatives du personnel, procès-verbal de réunion du comité d'entreprise, rapports annuels, dossiers individuels.	1995 - 2002

1485 W 61	MONOPRIX, Troyes : licenciement de salarié protégé, élections aux institutions représentatives du personnel.	2001 - 2002
1485 W 62	O.P.A.C. (office public d'aménagement et de construction) de l'Aube, Troyes : licenciement de salarié protégé, élections aux institutions représentatives du personnel.	1999 - 2001
1485 W 63	PETITJEAN, Saint-André-les-Vergers : licenciement de salariés protégés, plan social 1994, procès-verbal d'infraction, élections aux institutions représentatives du personnel, rapports concernant des accidents de travail.	1993 - 2001
1485 W 64	POLYCLINIQUE MONTIER LA CELLE, Saint-André-les-Vergers : licenciement de salariés protégés, élections aux institutions représentatives du personnel.	1995 - 2002
1485 W 65	POLYCLINIQUE PASTEUR, Romilly-sur-Seine : élections aux institutions représentatives du personnel.	2001 - 2001
1485 W 66	PONT SUR SEINE INDUSTRIES, Pont-sur-Seine : élections aux institutions représentatives du personnel, procès-verbaux d'infraction.	1999 - 2001
1485 W 67	PRISUNIC CHARTREUX, Troyes : recours hiérarchique.	1991 - 1991
1485 W 68	PRISUNIC ROMILLY, Romilly-sur-Seine : plan social.	1998 - 1998
1485 W 69	PRISUNIC ZOLA, Troyes : licenciement de salarié protégé, élections aux institutions représentatives du personnel.	1993 - 2000
1485 W 70 - 71	REXAM PLASTIC PACKAGING, Troyes.	1997 - 2001
1485 W 70	Licenciement de salarié protégé, recours hiérarchique.	1999 - 1999
1485 W 71	Licenciement de salarié protégé, procès-verbal d'infraction, élections aux institutions représentatives du personnel, rapport annuel du C.H.S.C.T., plan social.	1997 - 2001
1485 W 72	ROUSSEY, Saint-André-les-Vergers : licenciement de salariés protégés, élections aux institutions représentatives du personnel, rapport annuel du C.H.S.C.T.	1990 - 2001
1485 W 73	S.A.N.I., Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel.	2001 - 2001
1485 W 74	SCANDALE, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel, procès-verbaux de réunions du comité d'entreprise.	2000 - 2002
1485 W 75	SEDAC France, Nogent-sur-Seine : élections aux institutions représentatives du personnel.	1998 - 2002
1485 W 76	S.I.R.C. (société industrielle de reliure et de cartonnage), Marigny-le-Châtel : élections aux institutions représentatives du personnel, procès-verbal d'infraction, rapport du médecin du travail, procès-verbaux de réunions du comité d'entreprise, bilan social.	1996 - 2004

1485 W 77	S.N. BRIANT, Romilly-sur-Seine : élections aux institutions représentatives du personnel.	1999 - 1999
1485 W 78	S.N.B. (société nogentaise de blanchisserie), Nogent-sur-Seine : élections aux institutions représentatives du personnel, procès-verbaux d'infraction.	1997 - 2000
1485 W 79	SOUFFLET, Nogent-sur-Seine : élections aux institutions représentatives du personnel, rapports du C.H.S.C.T., licenciement de salarié protégé, bilan social (1994 et 1998).	1994 - 2002
1485 W 80	THRIGE ELECTRIC, Nogent-sur-Seine : licenciement collectif, élections aux institutions représentatives du personnel, rapport du C.H.S.C.T., négociations.	1983 - 2000
1485 W 81	TONNA ELECTRONIQUE, Pont-sur-Seine : bilan social.	1995 - 1998
1485 W 82	TRACTEL S.A., Saint-Hilaire-sous-Romilly : rapport du C.H.S.C.T., élections aux institutions représentatives du personnel, licenciement de salarié protégé, bilan social.	1993 - 2001
1485 W 83	TROYES HABITAT / O.P.A.C. DE TROYES, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel.	1997 - 2001
1485 W 84	U.R.S.S.A.F. (union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales), Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel, procès-verbaux de réunions du comité d'entreprise.	1996 - 2002
1485 W 85 - 88	Entreprises de moins de 50 salariés.	1987 - 2001
1485 W 85	O.G.C.A.T.P. (omnium de génie civil et d'assainissement travaux publics), Saint-André-les-Vergers : élections aux institutions représentatives du personnel, rapport du C.H.S.C.T., négociations (liquidation en 1997).	1987 - 1997
1485 W 86	S3N (société nogentaise de nettoyage nucléaire), Nogent-sur-Seine : élections aux institutions représentatives du personnel, litiges.	1988 - 1999
1485 W 87	ARMECO, Romilly-sur-Seine : licenciement économique.	1990 - 2001
1485 W 88	QUICK, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel, rapport de l'inspecteur du travail, procès-verbal d'infraction, licenciement de salariés protégés.	1992 - 2001